

CHAPITRE VI

Le Maréchal part pour le Nord (2 juillet). — Maximilien offre les ministères de la Guerre et des Finances au général Osmont et à l'intendant en chef, M. Friant. — Sa lettre au commandant en chef. — Cérémonie du 6 juillet. — Émotion de l'Impératrice. — Départ de Mexico. — Puebla. — Vera-Cruz. — Incidents. — Embarquement sur le paquebot *l'Impératrice Eugénie*. — Marche du Maréchal dans le Nord. — Abandon de Monterey. — Mesures prises en vue de l'évacuation. — Maximilien informe le Maréchal de l'entrée au ministère du général Osmont et de M. Friant. — Réponse du Maréchal. — Convention du 31 juillet 1866. — État de siège décrété dans cinq départements. — Tampico tombe aux mains des Juaristes (1^{er} août). — Reproches immérités de Maximilien. — Défection du général Lozada. — Les bandes de Regulés. — Évacuation de Guaymas et de Mazatlan. — Le général Douay demande à rentrer en France. — La légion belge. — Retour du Maréchal à Mexico (26 août). — Mesures violentes du gouvernement mexicain. — Arrière-pensées de l'Empereur Maximilien.

Le maréchal Bazaine avait mis à exécution son projet de campagne dans le nord. Désireux de voir les choses par lui-même, il était parti le 2 juillet.

Maximilien n'attendait évidemment que ce départ

pour réaliser un plan qui ne manquait pas de finesse, et qui devait contribuer, dans sa pensée, à le faire sortir de la fâcheuse situation où le mettaient les dernières résolutions du Cabinet de Paris. Dès le 3, il manda près de lui le général Osmont, chef d'état-major général, et M. Friant, intendant en chef du corps expéditionnaire, et il leur offrit les portefeuilles de la Guerre et des Finances.

La pensée du souverain, en faisant à des officiers généraux de l'armée française de pareilles propositions, est facile à découvrir. S'il ne se fût agi que de remettre la direction de ces deux départements à des hommes capables, et, s'il n'en eût cru trouver que parmi les Français, il pouvait le faire vingt-quatre heures plus tôt, et s'entendre à ce sujet avec le Maréchal. Le soin qu'il avait pris de ne démasquer son projet que le lendemain du départ du commandant en chef prouvait assez que cette offre cachait quelque piège. Effectivement, il pensait que ces officiers généraux, tout en acceptant la position qu'il leur offrait, conserveraient leur situation dans l'armée française ; de la sorte ils compromettraient la France, si bien que le gouvernement français aurait toutes les peines du monde à se dégager de cette nouvelle responsabilité.

Ni le général Osmont ni l'intendant Friant ne discernèrent ce que cachait la flatteuse proposition de l'Empereur ; et, loin de repousser de pareilles ouvertures, il les acceptèrent en principe, se contentant de poser certaines conditions, lesquelles ne devaient

point arrêter Maximilien, décidé à toutes les concessions pour arriver à son but.

Maximilien, en effet, se croyant certain de leur acceptation, écrivit aussitôt au Maréchal une lettre, dont le ton affectueux contrastait singulièrement avec les accusations du mémoire qu'il venait de rédiger pour le gouvernement français :

Alcazar de Chapultepec, le 5 juillet 1866.

Mon cher Maréchal,

Vous connaissez tout aussi bien que moi la situation actuelle du Mexique, et vous sentez tout aussi bien que moi qu'il y a nécessité de donner à l'action du gouvernement la plus grande énergie.

Je compte beaucoup sur les résultats de la campagne que vous avez entreprise; mais je crois qu'il est nécessaire de prendre en même temps, à Mexico, des mesures radicales qui dessinent la marche dans laquelle je désire entrer, et qui soient de nature à rallier tous les gens de bien en ravivant leur confiance.

Pour arriver à ce but, j'ai besoin de votre concours; j'ai besoin aussi du concours de quelques officiers de votre armée, et je viens vous demander de les mettre à ma disposition. Ces officiers seraient : le général Osmont, à qui je voudrais confier la direction du ministère de la Guerre, et un fonctionnaire de l'Intendance qui, sous la direction de M. Friant, serait chargé de l'administration de ce ministère. Peut-être demanderai-je plus tard quelques autres officiers pour aider ces messieurs dans leurs travaux; mais, pour le moment, je viens vous prier de mettre à ma disposition M. Osmont et un membre de l'Intendance; inspirés par vous, habitués au travail, animés du désir de faire le bien, ils peuvent me rendre de très grands services pour l'accom-

plissement de la mission que nous nous sommes proposé de remplir jusqu'au bout.

Recevez, etc.

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Le Maréchal fut d'autant plus surpris de cette lettre qu'en même temps il en recevait une de M. Friant qui lui disait textuellement : « L'Empereur m'a proposé aujourd'hui d'être son ministre des Finances ». Que signifiaient les réticences de la lettre impériale ? Le Maréchal se trouva très embarrassé, et il crut tourner la difficulté en remettant à plus tard sa réponse. En cela, il eut tort, car à ce moment les choses étaient entières, et un refus de sa part n'eût eu qu'une importance relative. Il savait déjà toutes les difficultés que faisait naître la dualité des fonctions quand il s'agissait de simples officiers, les embarras seraient bien plus grands et autrement dangereux lorsque le chef d'état-major et l'intendant en chef seraient en même temps ministres de Maximilien. Qu'arriverait-il lorsque les intérêts de la France et du Mexique seraient en opposition ?

Il est regrettable que le Maréchal, dont la finesse était grande, n'ait pas tout de suite compris et déjoué le plan de Maximilien : il se fût évité des ennuis, et il eût épargné à MM. Osmont et Friant bien des désagréments.

Cependant le bruit du départ de l'Impératrice commençait à se répandre, et mille rumeurs circulaient à cette occasion.

Le 6 juillet, jour anniversaire de la naissance de l'Empereur, l'Impératrice parut pour la dernière fois en public, et elle y parut seule. L'Empereur était souffrant. Elle assista au *Te Deum* chanté dans la cathédrale. On remarqua qu'elle restait agenouillée plus longtemps que d'habitude, la tête cachée entre ses mains. Aux grands dignitaires qui la vinrent complimenter, elle se borna à dire :

— Messieurs, il m'est agréable de recevoir vos vœux au nom du prince qui vous a consacré toute son existence et de vous assurer que sa vie et la mienne n'ont d'autre but que votre bonheur.

Elle ne fit aucune allusion à son départ.

Mais elle ne pouvait le cacher aux personnes de son intimité; et, lorsqu'elle rentra dans ses appartements, ses dames d'honneur, spontanément, obéissant à la respectueuse affection qu'elles ressentaient pour elle, cédant à cette émotion qui ne raisonne pas, ses dames d'honneur lui demandèrent la permission de l'embrasser.

L'Impératrice ne se méprit point au sentiment qui leur dictait cette demande, elle y acquiesça; mais bientôt des sanglots couvrirent le bruit des embrassements et les larmes coulèrent. Charlotte, honteuse d'une émotion qu'elle considérait comme une faiblesse, rentra vivement dans sa chambre.

Cette scène touchante ne resta point ignorée. Les souverains prirent le parti d'annoncer dès le lendemain le départ projeté. Le 7 juillet, le *Journal officiel* contenait cette note :

S. M. l'Impératrice part demain pour l'Europe. Sa Majesté va traiter les intérêts du Mexique et régler diverses affaires internationales. Cette mission, acceptée par notre souveraine avec un véritable patriotisme, est la meilleure preuve d'abnégation qu'ait pu donner l'Empereur à sa nouvelle patrie, d'autant plus que l'Impératrice va affronter le danger du vomito, sur la côte de Vera-Cruz, si dangereuse pendant la saison des pluies.

Nous donnons cette nouvelle pour que le public connaisse le véritable objet du voyage de Sa Majesté.

Quelques jours plus tard, une seconde note plus explicite paraissait dans le *Journal officiel*. Il s'agissait pour l'Impératrice d'aller conclure un nouveau traité devenu indispensable à l'avenir du Mexique, et l'Empereur, en présence des résolutions imprévues qu'il y aurait sans doute à prendre, n'avait pu mieux choisir que celle qui partageait sa couronne et son autorité.

Le lundi 9 juillet, à quatre heures du matin, l'Impératrice partit de Mexico, l'Empereur l'accompagna jusqu'à Ayotla, au pied du Rio-Frio. Le soir, elle entra à Puebla.

Un incident eut lieu dans cette ville, qui montre combien l'esprit de la malheureuse femme était désemparé. En effet, tout à coup, au milieu de la nuit, elle réveilla son entourage et manifesta la volonté d'aller voir sur-le-champ le préfet de la ville, M. Esteva. Devant son insistance, il fallut céder, et cette singulière visite donna à tous ceux qui en furent témoins les plus sombres pressentiments sur l'état mental de la souveraine.

Le 11, elle partit pour Orizaba, le 12 pour Cordova et Paso-del-Macho. Ce fut l'étape la plus pénible et la

plus longue. La pluie tombait à torrents ; la voiture s'embourbait à tout instant ; finalement les roues se brisèrent. Nerveuse, impatiente, elle voulait continuer la route à cheval. Il fallut toute l'énergie du colonel Rolland, qui l'accompagnait avec une escorte française, pour lui faire renoncer à son projet. Il était une heure du matin lorsqu'on atteignit Paso-del-Macho.

Le vendredi 13, elle repartit pour Vera-Cruz, où elle arriva vers deux heures ; mais là encore une scène plus pénible peut-être encore que celle de Puebla se renouvela en présence de nos marins et de la foule.

Au moment de s'embarquer, l'Impératrice recula vivement à l'aspect du canot qui l'attendait. Elle rebroussa chemin et vint s'enfermer dans le bureau de la direction française du port, où elle fit appeler le préfet maritime, le général Marin.

Les assistants ne comprenaient rien à cette scène.

Enfin, au bout de quelques instants, pâle, ému, M. Marin reparut, et, s'approchant du commandant Cloué :

— Sa Majesté, lui dit-il, refuse de descendre dans un canot monté par des Français et portant pavillon français.

Le commandant Cloué comprit que ce n'était ni le lieu ni le temps de discuter, et sagement il donna l'ordre de remplacer, à l'arrière du canot, le pavillon français par le pavillon mexicain. Il alla lui-même chercher l'Impératrice, qui, cette fois, s'embarqua sans résistance.

Bientôt on atteignit le paquebot de la Compagnie

transatlantique *l'Impératrice-Eugénie*. Elle y monta, toujours sombre et préoccupée. Elle ne quitta cet air soucieux que pour remercier le commandant Cloué, à qui elle annonça son retour au bout de trois mois.

A six heures du soir, on leva l'ancre, et le paquebot emmena l'Impératrice loin des côtes du Mexique, — qu'elle ne devait jamais revoir.

Le vulgaire, qui aime le mystérieux, a longtemps cru et croit peut-être encore que ce trouble de l'esprit, manifesté par ces tristes incidents, devait être attribué à une tentative d'empoisonnement. Cette opinion a été assez répandue pour que nous en parlions ici, bien que nous n'y ajoutions nulle créance. Elle ne repose d'ailleurs sur aucun fait : c'est une simple conjecture énoncée sans preuve. Qui aurait eu intérêt à faire disparaître cette princesse ? Personne. Quant à sa folie, elle ne s'explique que trop par ses chagrins privés et publics, par la tristesse de son isolement, par les désillusions et les déceptions sans nombre qui avaient détruit ses plus belles espérances. Elle qui avait poursuivi avec acharnement son rêve d'Impératrice, qui avait concentré sur les pensées de grandeur et d'ambition l'énergie entière de son âme, elle voyait tout manquer sous sa main, tout s'effondrer misérablement autour d'elle. Quel appui avait-elle rencontré, quel soutien, quel conseil ? Son père venait de mourir, et ce deuil de sa vie privée, s'ajoutant aux mécomptes de sa vie publique, les lui faisait trouver plus amers et plus pénibles encore ! En fallait-il davantage pour troubler un cerveau, et l'explication la plus naturelle

n'est-elle pas en même temps la plus vraisemblable, la seule vraie ? Qu'on ajoute à cela le souci de la mission qu'elle allait accomplir, le poids de la responsabilité qu'elle avait assumée, les craintes, les désespérances en songeant à l'Empereur, qu'elle laissait au Mexique, et à cet autre Empereur qu'elle allait affronter ; et, si l'on peut s'étonner d'une chose, c'est, non point que cette femme faible et seule soit devenue folle, mais qu'elle ait résisté si longtemps à tant de causes de folie !

Tandis que l'Impératrice s'éloignait de Mexico et gagnait l'Europe, le Maréchal s'avancait dans le nord, et le 10 juillet il se trouvait à San-Luis de Potosi. Les événements se précipitaient, de plus en plus défavorables à l'Empire. En outre, le Maréchal avait reçu de son gouvernement des ordres si précis, si formels qu'il ne pouvait point, avant même d'engager la moindre action contre les dissidents, ne pas poser à l'Empereur l'ultimatum dont on l'avait chargé. Il se décida à le faire.

San Luis de Potosi, 11 juillet 1866.

Sire,

J'ai l'honneur d'informer Votre Majesté que je suis arrivé ici hier à 4 heures du soir : j'y ai trouvé une dépêche que le général Douay m'a fait parvenir de Saltillo par un indien et dans laquelle il m'expose la situation du pays dans les termes suivants :

« L'ennemi coupe les routes par des postes avancés de cavalerie qui surveillent tous les points de passage. Je forme une colonne légère pour faciliter le passage de cette dépêche, emporter les courriers de Saltillo et prendre ceux accumulés à Matehuala.

« Les événements du Nord, la capitulation de Matamoros, la défection de Parras, le départ du général Mejia, etc., le mauvais esprit qui anime le corps belge, le manque d'argent pour solder les troupes de Lopez et de Quiroja, le vide absolu des caisses de l'État, toutes ces raisons réunies entretiennent l'agitation et ne peuvent qu'accroître l'hostilité des populations. »

Votre Majesté remarquera le défaut de confiance que le général Douay a dans le corps belge. Je crois que la nouvelle organisation qui va lui être donnée modifiera l'esprit actuel de ce corps, qui pourra être laissé à Monterey pour y tenir garnison. Il n'y a d'ailleurs pas d'autres troupes européennes à laisser maintenant de ce côté.

Je ne puis rien entreprendre en ce moment, au point de vue offensif, avant de connaître la solution que Votre Majesté aura cru devoir donner à la note que S. E. le ministre de France lui a remise le 9 de ce mois et dont j'ai reçu copie de mon gouvernement.

La dernière partie de ces instructions prescrit la concentration des troupes françaises dans le cas où Votre Majesté n'acquiescerait pas aux propositions du gouvernement français.

J'ai l'honneur de prier respectueusement Votre Majesté de vouloir bien me faire part de ses volontés à cet égard, afin de mettre le temps à profit pour faire le plus que nous pourrions dans l'intérêt de la pacification du pays.

L'organisation du bataillon de Cazadorès de San-Luis marche bien.

Je suis, etc.

MARÉCHAL BAZAINE.

L'Empereur ne reçut pas sans grand mécontentement cette mise en demeure si catégorique ; mais il n'en témoigna rien au commandant en chef. Confiant dans le succès de la mission de l'Impératrice,

il prit le parti de céder, et la réponse qu'il envoya au Maréchal ne trahit aucun regret, ne renferme aucune plainte.

Elle contient ce passage significatif :

Vous me faites observer que vous ne pouvez rien entreprendre d'offensif contre les dissidents avant la réponse donnée par mon gouvernement à la note présentée par M. le Ministre de France, et que, suivant vos instructions, vous devez concentrer les troupes françaises dans le cas où les propositions du gouvernement français ne seraient pas agréées. J'ai le plaisir de vous annoncer que ce cas ne s'est point présenté. Après avoir reçu quelques éclaircissements demandés à M. Dano, j'ai accepté ses propositions, et aujourd'hui il ne reste plus, en fait de discussion entre les ministres du Mexique et de France, que quelques points de détail sur lesquels nous nous entendrons facilement...

L'Empereur terminait par cette phrase :

J'ai confiance, cependant, que vous mènerez à bonne fin cette œuvre si impatiemment attendue de la pacification générale, dans laquelle est engagée la parole de l'Empereur Napoléon, la consolidation de l'Empire mexicain et les intérêts les plus sacrés, l'existence même des résidents français.

C'était bien de pacification générale qu'il s'agissait ! Au moment où il recevait cette lettre, le Maréchal, averti par le colonel Van der Smissen des dangers que courait sa petite troupe, ordonnait l'évacuation de Monterey ; bien plus, les colonnes françaises allaient quitter Saltillo, et commencer le mouvement de retraite.

Le Commandant en chef venait de recevoir une let-

tre de son ministre, datée du 15 juin, dans laquelle on l'informait qu'une convention avait été passée avec la Compagnie transatlantique, et qu'à la fin de septembre trois grands transports à vapeur pouvant contenir chacun de mille à onze cents hommes seraient mis à la disposition de l'armée du Mexique.

Le maréchal Randon ajoutait :

Je me préoccupe de votre dernière colonne : quelles sont les positions que vous ferez occuper aux régiments qui la composeront ? A quoi seront-ils employés pendant les cinq ou six mois qu'ils devront attendre leur tour d'embarquement ? Le pays sera-t-il dans une situation telle qu'ils puissent se diriger sur Vera-Cruz, entourés seulement des bénédictions des populations à la tranquillité et au bien-être desquelles ils auront consacré quatre ou cinq années des plus rudes travaux ?...

J'ai voulu me réserver le droit de faire embarquer sur des transports de l'État les chevaux et mulets *qui n'auraient pas pu être vendus* et qui cependant représenteraient une valeur vénale que l'on ne saurait sacrifier...

... Le moment va devenir critique pour le gouvernement mexicain, qui n'a jamais voulu s'y préparer. Les courriers qui vont se succéder nous donneront peut-être des nouvelles plus précises que par le passé sur la marche que l'Empereur Maximilien croira devoir suivre aux points de vue militaire et financier. Il est certain que le temps des hésitations est passé.

Cependant Maximilien hésitait toujours, et il venait de donner une nouvelle preuve de la faiblesse de son caractère, à la suite d'un incident fâcheux à bien des titres.

Le Maréchal, qui surveillait de loin tous les points

du vaste territoire occupé par les troupes franco-mexicaines, avait, à l'annonce de certains mouvements de dissidents, ordonné au général de Thun de se porter de Puebla sur Tulancingo. Le général autrichien, invoquant comme prétexte qu'il n'avait pas d'argent, avait refusé d'obéir. Maximilien s'était contenté de lui renouveler l'ordre du Maréchal, sans punir autrement cet acte d'indiscipline. Qu'allait devenir la défense de l'Empire si chacun des chefs n'agissait plus qu'à sa guise ?

L'Empereur n'avait point perdu de vue son projet de confier le ministère au général Osmont et à M. Friant. Ne recevant point de réponse à sa lettre du 3 juillet, il se décida à passer outre, et il fit porter par un courrier spécial au commandant en chef la dépêche suivante, dans laquelle il lui notifiait la résolution prise.

Palais de Mexico, le 25 juillet 1866.

Mon cher Maréchal,

L'Empereur Napoléon m'a écrit à différentes reprises qu'il mettait à ma disposition les officiers et fonctionnaires français dont le concours me serait utile, c'est-à-dire utile à l'œuvre que nous avons entreprise en commun.

Les circonstances actuelles m'ont paru nécessiter ce concours pour deux motifs : d'abord pour mettre au grand jour ma constante résolution de marcher d'accord avec la France, et, en second lieu, pour déposer dans vos mains de nouvelles garanties pour activer la pacification du pays.

J'ai donc appelé M. le général Osmont à diriger le ministère de la Guerre, et M. l'intendant Friant à diriger celui des Finances. Ces deux officiers généraux m'ont demandé

d'obtenir préalablement votre assentiment; *je le leur ai garanti sur la foi de la parole de l'Empereur Napoléon*, convaincu qu'en confiant la direction de ces services fondamentaux à des officiers généraux qui ont votre entière confiance, je ne pouvais que répondre à vos vœux et étendre votre pouvoir. MM. Osmont et Friant resteront d'ailleurs, comme vous le désirez, à la tête de leurs services respectifs dans le corps expéditionnaire.

Vous acquerez donc ainsi de nouveau la certitude que vos combinaisons militaires auront tout l'ensemble possible et que les ressources du pays seront consacrées, comme par le passé d'ailleurs, à l'entretien des troupes et aux frais de guerre.

Les titulaires des ministères actuels sortent, à l'exception de M. Salazar Ilarregui, dont le dévouement à l'alliance française ne fait l'objet d'un doute pour personne.

Je crois, par ces mesures, avoir mis à votre discrétion tout ce dont je pouvais disposer pour contribuer à l'œuvre de la pacification. J'y ajouterai cependant encore un dernier pouvoir.

Si, dans le cours de votre campagne du Nord, les autorités vous paraissent devoir être changées, vous pouvez faire entier usage de la faculté de les remplacer par d'autres qui vous inspireraient plus de confiance et, au besoin, déclarer l'état de siège.

Recevez, mon cher Maréchal, l'assurance des sentiments de sincère amitié avec lesquels je suis

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Puis, sans attendre la réponse du Maréchal, les décrets nommant ministres M. Osmont et Friant furent signés le lendemain et publiés le 27 juillet, avec une note, qui, écrite par l'Empereur lui-même, laisse per-

cer l'intention de compromettre de plus en plus « les glorieux alliés ».

Pour obtenir dans le plus bref délai la pacification complète et durable du pays, les circonstances actuelles paraissent réclamer l'unité d'action et d'idées qui a toujours été le remède le plus efficace.

L'Empereur, convaincu que cette unité doit être complète, a confié le portefeuille de la Guerre au chef d'état-major général du corps expéditionnaire, et celui des Finances à l'intendant en chef.

Ces mesures, en harmonie avec la mission de l'Impératrice, démontreront que le gouvernement marche d'accord avec ses glorieux alliés, et qu'il fait tous les efforts que la nation a le droit d'exiger pour activer la pacification du pays...

Le général Osmont et M. Friant, aux premières ouvertures de Maximilien, avaient écrit au Maréchal pour lui demander son assentiment; ils ne l'avaient point reçu quand parurent les décrets. Mais, soit qu'ils crussent ainsi faire acte de dévouement, soit qu'ils cédassent à la satisfaction de se voir ministres, ils passèrent outre et acceptèrent les fonctions qu'on leur imposait ainsi d'une façon fort irrégulière.

Le Commandant en chef, au reçu de la lettre de Maximilien, se trouva fort embarrassé, et, bien qu'il comprît tous les inconvénients qui devaient résulter de la dualité des fonctions confiées aux deux officiers généraux, il n'osa pas s'opposer franchement à une mesure mauvaise, et il eut tort. L'avenir ne le prouva que trop. On peut dire que, malgré sa finesse et sa perspicacité, il se laissa, en cette occasion, tromper

par Maximilien. Et sa réponse montre que pourtant il ne se faisait point illusion sur les embarras de toutes sortes qui en seraient la suite obligée.

Hacienda de las Bocas, 4 août 1866.

Sire,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Majesté de sa lettre en date du 25 juillet dernier.

Je ne puis qu'obtempérer aux désirs exprimés par Votre Majesté, et mettre à sa disposition M. le général Osmont et M. l'intendant Friant, tout en faisant respectueusement observer toutefois, ainsi que j'ai déjà eu l'honneur de l'écrire à l'Empereur, que les fonctions de ministres de la Guerre et des Finances ne me paraissent pas compatibles avec celles de chef d'état-major général et d'intendant en chef de l'armée française.

Votre Majesté n'ignore pas non plus que les fonctions ministérielles auxquelles Elle a daigné appeler ces deux chefs de service doivent, aux termes de la loi française, être soumises, comme acceptation, à la sanction de S. M. l'Empereur Napoléon.

Mon assentiment ne saurait donc être que provisoire.

Je désire vivement que M. l'intendant Friant puisse procurer au gouvernement de Votre Majesté des ressources qui, en facilitant le jeu de tous les rouages administratifs, allègent les charges qui pèsent si lourdement sur le Trésor français. Car on ne peut se dissimuler que c'est la France qui supporte la plus grosse partie des frais de la guerre.

Quelque extrême que puisse paraître, au premier aperçu, le parti auquel je me crois décidé en faisant évacuer Monterey et Saltillo, je constate chaque jour davantage qu'il y avait urgence d'agir ainsi.

En effet, les populations n'ont point de sympathies pour le nouvel ordre de choses établi; le pays ne saurait offrir

assez de ressources pour l'entretien d'une garnison suffisante pour maintenir l'ordre et assurer la sécurité.

La garnison que j'aurais pu laisser à Monterey n'était elle-même pas sûre et se fût trouvée dans une situation d'isolement absolu qui eût réagi sur le moral des soldats, et peut-être même sur celui des officiers.

Il eût été indispensable de se mettre souvent en relations avec elle au moyen de colonnes expéditionnaires assez fortes, et, par conséquent, très coûteuses.

Il n'y avait donc pas à hésiter, à aucun point de vue, politique, financier ou militaire. En outre, cela permet de renforcer les places en arrière, de constituer, pour ainsi dire, une nouvelle ligne de frontières du Nord, très solide et plus facile à garder : un véritable désert aride et sans ressources séparant les points extrêmes de cette ligne et le pays évacué.

Les mouvements insurrectionnels qui se sont produits derrière moi, autour de la capitale d'abord, dans la Huasteca ensuite et jusqu'au Guanajuato, démontrent suffisamment qu'il faut condenser ses moyens d'action et donnent raison aux derniers ordres que j'ai prescrits à cet égard.

Je hâte mon retour dans la capitale, où je m'empresserai d'entretenir Votre Majesté de toutes ces questions qui touchent de si près aux intérêts de l'Empire mexicain.

Daignez agréer, Sire, etc.

MARÉCHAL BAZAINE.

Quelques jours plus tard, le Maréchal recevait une nouvelle lettre de l'Empereur lui annonçant que, sur l'avis du conseil des ministres, il avait décrété l'état de siège « dans les départements qui lui avaient paru les plus agités en ce moment » : Michoacan, Tancitaro, Tuxpan, Tulancingo et le district de Zacatlan (département de Tlascalala). Il ajoutait que « plusieurs mem-

bres de son ministère l'invitaient à déclarer l'état de siège dans tout l'Empire », que ce serait ainsi « mettre le pouvoir entre les mains des commandants supérieurs militaires, qu'on choisirait, partout où ce serait possible, parmi les officiers français ».

L'Empereur ajoutait qu'il voulait avant de prendre cette décision recevoir l'avis du Maréchal, et il l'invitait en même temps à lui désigner des officiers de l'armée pour les commandements supérieurs.

L'intention de Maximilien de se décharger de tout le fardeau du gouvernement et de toute la responsabilité du pouvoir sur les Français était bien visible. Il suivait son plan de nous compromettre tellement que, bon gré mal gré, nous fussions obligés de rester au Mexique et au besoin d'en recommencer la conquête.

Le Maréchal ne fut pas moins surpris de cette seconde lettre que de la première. Alors que tant de fois il s'était plaint qu'on tînt en suspicion les Français, alors que l'entourage particulier de l'Empereur et ses ministres avaient si longtemps traité nos compatriotes en ennemis, quand pourtant leurs conseils et leur action eussent été profitables à l'Empire, il avait sujet de se méfier en voyant Maximilien choisir précisément le moment où l'évacuation était officiellement annoncée pour renoncer à ses prétentions et livrer l'autorité à ceux qui ne pouvaient plus, qui ne voulaient plus en prendre la responsabilité. Il répondit à l'Empereur une longue lettre, pleine de réflexions sages et prudentes et qui mérite d'être reproduite ici afin de donner une idée exacte des capacités politi-